



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-111123>

Département(s) de publication : **92, 91, 94, 95, 93, 77, 78, 75, 60**

Annonce n° **24-111123**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité locale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Fourniture et la livraison de denrées alimentaires pour les structures de la petite enfance

**Description** : La présente consultation concerne la passation de marchés pour la fourniture et la livraison de denrées alimentaires pour les structures de la petite enfance de la commune de La Garenne-Colombes

**Identifiant de la procédure** : f0ced852-7acd-49c7-a6db-919018b9e0d7

**Identifiant interne** : 24-027

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : non

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 15800000 Produits alimentaires divers

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : La Garenne-Colombes

**Code postal** : 92250

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

#### 2.1.4 Informations générales

##### Base juridique :

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable d'une faute professionnelle grave : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

État de cessation d'activités : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement des cotisations de sécurité sociale : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Fraude : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Participation à une organisation criminelle : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Insolvabilité : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché : Conformément aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la

commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Paiement d'impôts et taxes : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Corruption : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Biens administrés par un liquidateur : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Faillite : Conformement aux dispositions des articles L. 21411 à L. 2141.14 du Code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Fourniture et livraison de denrées alimentaires - Petite enfance

**Description** : La présente consultation concerne la passation d'un marché pour la fourniture et livraison de denrées alimentaires pour les structures petite enfance de la ville de La Garenne-Colombes.

**Identifiant interne** : 2024-027

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale** ( cpv ) : 15800000 Produits alimentaires divers

**Options** :

**Description des options :** Possibilité d'utiliser les dispositions de la réglementation en vigueur pour modifier des prestations prévues initialement ou pour ajouter des prestations non prévues initialement.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville :** La Garenne-Colombes

**Code postal :** 92250

**Subdivision pays (NUTS) :** Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** non

**Informations complémentaires :** Les prestations font l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande avec minimum et maximum passé en application des articles R. 2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique  
- Nombre de repas minimum annuel : 20 000 - Nombre de repas maximum annuel : 66 000

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Description :** Conformément à l'article 4.3 du règlement de consultation

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Description :** Conformément à l'article 4.3 du règlement de consultation

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Conformément à l'article 5.2.1 du règlement de consultation, sera retenue l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée, notamment, en fonction de la valeur prix pondérée à hauteur de 40%.

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description** : Conformément à l'article 5.2.1 du règlement de consultation, sera retenue l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée, notamment, en fonction de la valeur technique pondérée à hauteur de 60%.

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles** : français

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officieusement disponibles** : français

**Adresse des documents de marché** : [https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_recherche.do](https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do)

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation** :

**Présentation par voie électronique** : Requise

**Adresse de présentation** : <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=876903&orgAcronyme=d6n>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées** : français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 07/11/2024 à 18:00

**Date limite de validité de l'offre** : 180 Jour

**Conditions du marché** :

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** : Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué** : la forme souhaitée par la Ville est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

#### 5.1.15 Techniques

**Accord-cadre** :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique** :

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique** : non

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché** : Commune de La Garenne-Colombes

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché** : Commune de La Garenne-Colombes

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Organisation qui reçoit les demandes de participation** : Commune de La Garenne-Colombes

**Organisation qui traite les offres** : Commune de La Garenne-Colombes

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0001

**Nom officiel** : Commune de La Garenne-Colombes

**Numéro d'enregistrement** : 21920035900012

**Adresse postale** : 68 boulevard de la république

**Ville** : La garenne colombes

**Code postal** : 92250

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Service de la Commande Publique

**Adresse électronique** : marches.publics@lagarennecolombes.fr

**Téléphone** : 0172424094

**Adresse internet** : <https://www.lagarennecolombes.fr/>

**Profil de l'acheteur** : [https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_recherche.do](https://marchesonline.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_recherche.do)

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

**Numéro d'enregistrement** : 17950702500015

**Adresse postale** : 2-4 boulevard de l'Hautil BP 30322

**Ville** : Cergy-pontoise

**Code postal** : 95027

**Subdivision pays (NUTS)** : Val-d'Oise ( FR108 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

**Téléphone** : 0130173400

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 9542c187-43f6-4a52-8ac1-1ca410defb81 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 01/10/2024 à 14:16

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 01/10/2024